



# PROMÉTHÉE

REVUE MENSUELLE

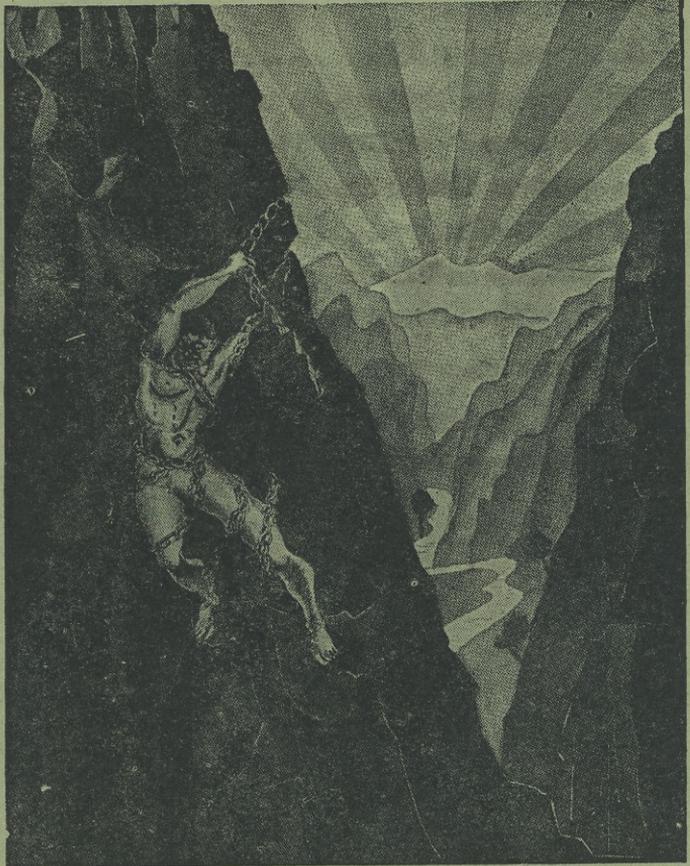
Le Numéro } FRANCE: 3 fr.  
                  } ETRANGER: 5 fr.



## ABONNEMENT

Un an .....30 francs.

Etranger ..... 50 francs.



Organe de  
défense nationale  
des Peuples  
du

**CAUCASE** } GÉORGIE  
AZERBAIDJAN  
CAUCASE DU NORD

de l'Ukraine et du Turkestan

Directeur : Georges Gvazawa

## SOMMAIRE

Civilisation et dictature .....	G. G.
De la déviation nationale en Azerbaïdjan .....	M. E.
Succès soviéto - américains .....	I. Tchoulik
La question agraire dans l'ancien Empire russe .....	M. Y.
Lettres de Géorgie .....	Volcan
La situation en Ukraine .....	D. Boug
Une nouvelle réforme soviétique .....	D. B.
Un décret bien étrange .....	
Revue de la presse .....	*
Chronique : Ukraine.—Azerbaïdjan.	

---

Direction et Administration :

1, Square Léon-Guillot - PARIS (15).

---

# PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale  
des Peuples du Caucase, de l'Ukraine  
et du Turkestan

## Civilisation et dictature

M. André Tardieu vient de lancer un livre « *L'heure de la décision* », qu'on lira avec autant de plaisir que de profit. En voici parmi tant d'autres, un passage lumineux :

« La France, écrit-il, trop souvent incapable de concevoir clairement ce qui la concerne, est moins capable encore de concevoir ce qui la dépasse. Or, le problème présent n'est pas seulement celui de son régime politique et social : c'est celui de sa civilisation. Civilisation ? Terme obscur pour les peuples, par où s'expriment les conditions maîtresses de leur vie physique et morale. La civilisation française est liberté. Vivre libre; penser libre; parler libre; ne point être exposé, sans garanties, à la bâtonnade, à la prison ou à la mort, c'est l'essentiel de la tradition française, — ce que, depuis plusieurs siècles, on appelle dans le monde entier, les idées françaises ».

Partant de ces justes prémisses, l'éminent homme d'Etat français arrive à la conclusion qui met sur la

même ligne l'Italie, l'Allemagne et la Russie, et cela en raison des régimes de dictature qui se sont établis dans ces pays. Cette manière de voir nous paraît contestable, dangereuse même à l'époque où nous sommes, étant de nature à égarer l'opinion publique la mieux disposée pour la défense du droit et de la liberté.

Qu'est-ce en effet que la dictature ?

La crainte fait les dieux, dit un dicton. Elle fait aussi des dictateurs. C'est à un moment critique de sa vie nationale et sociale qu'un peuple civilisé, en proie à toutes sortes d'appréhensions devant le danger qui le menace, tourne les yeux vers son « sauveur » et consent à mettre à sa disposition son énergie morale et ses moyens d'action. Sous l'ancienne Rome c'est par voie légale qu'un dictateur se voyait investi du pouvoir suprême pour un temps limité. De nos jours c'est par un mouvement spontané, assez faible d'abord mais prenant de l'ampleur de

plus en plus ensuite, que le peuple manifeste sa crainte devant le danger qu'il croit menaçant, et sa volonté d'y mettre fin ne fût-ce qu'à un prix souvent douloureux. Et voilà le dictateur déjà placé sur le pavois ! Souvenez-vous le début de Mussolini et la fameuse « marche sur Rome », ou l'ascension vertigineuse de Hitler qui, aux dernières élections, a recueilli 40 millions de voix. Qui pourrait dire que ces grandes figures de l'Europe actuelle ne furent pas soutenues et portées au pouvoir suprême par le souffle de sympathie de tout un peuple ?

Et la cause de ce revirement ? Il n'en est qu'une, une seule ou peu s'en faut : c'est le danger du bolchevisme. Moscou ne dormait pas. L'Europe bouleversée de fond en comble dans sa vie politique et économique, encore saignante des blessures qu'elle avait reçues pendant la grande guerre, présentait un champ inespéré pour l'activité soviétique.

Les nuages partis de Moscou enveloppèrent les horizons des pays balkaniques et danubiens. On se souvient de la situation intenable qui s'était créée en Italie : toute la vie nationale se trouvait sur le point de sombrer dans le sang d'une guerre civile. En Allemagne, avant l'arrivée de Hitler, le parti communiste comptait 6.000.000 d'adhérents. Quelle armée « organisée et consciente » ! Peut-on seulement imaginer un danger plus tangible, plus réel ? Et le peuple a fait son choix : il ne lui restait, en Allemagne aussi bien qu'en Italie, que de renoncer à une partie de sa liberté pour en sauver le reste, resserrer ses

rangs, créer un front unique en face du danger et enrayer ainsi le péril.

Ce mouvement a abouti, en Allemagne comme en Italie, à un régime de dictature, mais est-ce une raison suffisante pour pouvoir déclarer éliminés de la civilisation européenne les pays situés au centre même de l'Europe. Comment ? L'Italie et l'Allemagne dont le génie a fait tant de merveilles dans tous les domaines de l'activité humaine — science, art, philosophie, technique — et tant contribué au rayonnement de la civilisation européenne dans le monde, se seraient-elles exclues de cette civilisation ? Non, vraiment on exagère.

La vie européenne, malgré la diversité dans ses goûts et son caractère, n'était-elle pas à peu de chose près, pareille dans toute l'Europe, presque identique dans son esprit ? Qu'on se souvienne un petit fait qui en dit long. Avant la guerre, ni carte d'identité ni passeport. Tout le monde pouvait circuler librement dans toute l'Europe sans être inquiété le moins du monde par la police. Seule la Russie faisait exception. Là, on se heurtait en effet à la frontière érigée en un mur infranchissable faute de ces papiers de salut public.

Consultez les constitutions d'avant guerre et vous verrez que les principes fondamentaux de 1789 y ont trouvé leur expression dans des termes à peu près identiques. L'inviolabilité de la liberté individuelle et de la propriété privée est partout placée sous la garantie constitutionnelle.

La Constitution de l'Allemagne ou de l'Italie, comme d'ailleurs de tous

les autres pays d'Europe, ne différait pas sur ce point de celle de la France ou de la Belgique. Quelle preuve plus convaincante peut-on produire de l'unité morale et intellectuelle de l'Europe ? Seule la Russie faisait exception. Là l'idée du droit n'a jamais eu de prise et la première tentative de son introduction dans les lois constitutionnelles de la Russie a, on le sait, abouti à l'effondrement de l'empire.

Voyons maintenant la dictature russe. Je n'ai pas naturellement l'intention de comparer Lenine ou Staline à un Batcha-Sakao. Loin de là. J'admire leur intelligence et leur audace extraordinaire. Eux aussi furent portés au pouvoir suprême par l'enthousiasme d'un grand peuple, mais dans quel but ? En face de quel danger ? Au nom de quoi ? Si le peuple italien ou allemand renonce à une partie de sa liberté pour en sauver ce qui en reste, le peuple russe, lui, n'avait rien à renoncer n'ayant jamais été libre. C'est là tout un abîme qui sépare la Russie de l'Europe.

« Entre toutes les nations, écrit Karl Marx, je ne vois que la seule Russie qui, par sa culture primitive, son économie rudimentaire, sa masse innombrable de paysans illettrés, soit capable de construire la véritable société du communisme ». Elle l'a construite en effet. Ce n'est pas d'ailleurs pour la première fois qu'elle donne la mesure de son génie ou, si vous préférez, de son esprit tout opposé à l'esprit européen. Bornons-nous à deux exemples aussi frappants qu'incontestables. L'un se rapporte au siècle passé, au grand mou-

vement déterminé par la révolution française et orienté vers la réalisation effective du droit et de la liberté dans toute l'Europe. A cet élan pan-européen la Russie répond par un autre élan : elle introduit par la force des baïonnettes un système de servage en Ukraine et au Caucase, pays qui n'ont jamais connu cette institution.

C'est dire que des millions et des millions d'hommes libres furent tout d'un coup privés de tout droit de disposer de leurs biens, de leur travail et de leur personne. Ils furent tous réduits en esclavage. N'était-ce pas un crime contre l'humanité ?

Un autre exemple : au mouvement libérateur qui consacra la résurrection des peuples asservis en Europe, la Russie répond par l'invasion de l'Ukraine et du Caucase et par la destruction des Etats libres qui s'étaient constitués sur la ruine de l'Empire russe.

D'ailleurs pourquoi insister ? La Russie actuelle ne s'étale-t-elle pas devant tous les yeux qui voudraient voir la réalité et non pas des mirages ? N'a-t-elle pas effacé toutes les traces de l'influence européenne et ne s'est-elle pas enfoncée dans les ténèbres des siècles passés ? Avec tout son système et toute son idéologie, n'est-elle pas en opposition flagrante avec l'Europe, son esprit et ses principes de la vie nationale et sociale ? Jamais une pensée destructive n'a effleuré l'esprit de Mussolini ni de Hitler. Jamais l'idée ne leur est venue de massacrer la bourgeoisie, d'établir l'esclavage, d'anéantir la famille, de transformer les églises en dancings, etc., etc., de tous ces

crimes sans nom dont s'orne et s'enorgueillit la dictature soviétique. Il y a donc dictature et dictature : l'une défend la civilisation, l'autre la combat.

La défense de la civilisation ?... voilà encore un point de vue qui projette une lumière crue sur la question qui nous occupe. M. André Tardieu évoque la victoire de Charles Martel et la ligne de la Loire où se déroulèrent jadis des combats sanglants pour la défense de la civilisation... Oui, c'est une page glorieuse parmi tant d'autres de l'histoire française. Elle évoque une autre ligne non moins importante des batailles livrées à la barbarie. L'histoire est longue. Relevons-en deux points lumineux : Salamine, en 486 avant Jésus-Christ et Varsovie, en 1920. Quel eût été le sort de la civilisation européenne si Themistocle n'avait pas réussi à briser les forces navales de la Perse à Salamine, ou si le maréchal Pilsudski n'avait pas écrasé devant les portes de Varso-

vie les hordes moscovistes jetées par Lénine à l'assaut de l'Europe ?... Je laisse au lecteur le soin de trouver une réponse.

La civilisation européenne est un patrimoine commun; elle doit être défendue et développée en commun. Issue de la science grecque, de la discipline romaine et de l'idéalisme chrétien, elle forme l'unité morale et intellectuelle de l'Europe. Mais de même que l'ancienne Grèce, divisée par la rivalité d'Athènes et de Sparte, succomba sous le poids de ses fautes et de son incompréhension des intérêts supérieurs, l'Europe n'évitera pas le même sort si elle ne se ressaisit pour redresser la ligne de son évolution orientée vers le triomphe du droit et l'affranchissement des peuples. Il n'y a pas d'autre voie pour réduire la barbarie, pour protéger l'esprit, la diversité et l'équilibre du monde.

G. G.



# De la déviation nationale en Azerbaïdjan

Tout récemment, la presse soviétique a annoncé au monde l'existence d'une déviation nationale au sein du parti communiste d'Ukraine, déviation dont il a déjà été parlé dans la presse des émigrés et dans l'organe *Prométhée*, en particulier.

La tendance des communistes locaux à s'isoler, sur le terrain national, et faire opposition au centralisme moscovite n'est pas le fait d'un pays quelconque lié à l'U. R. S. S. par la force des baïonnettes de l'armée rouge.

La vie politique actuelle de l'Azerbaïdjan dans son ensemble, aussi bien que celle des autres « pays alliés » confirme cette situation et fournit suffisamment de matériaux à ce sujet.

Les journaux soviétiques qui nous sont arrivés ces derniers temps de Bakou, ceux de janvier notamment, nous apportent de nouveaux faits, grâce auxquels l'on peut voir que la déviation dans la question nationale, parmi les communistes azerbaïdjanais, est d'une importance toute d'actualité.

Analysant le volumineux rapport du secrétaire du parti communiste d'Azerbaïdjan, M. D. Baguirov, présenté au 12<sup>e</sup> Congrès du parti, le 11 janvier 1934,

l'on constate que le rapporteur, résumant ce qui avait été fait dans le domaine de la politique nationale en Azerbaïdjan semble vouloir justifier la dépendance de l'Azerbaïdjan « moussavatiste » de « l'impérialisme anglais ». Dans ce but, et pour lui donner plus d'importance, il invoque de prétendus faits et des documents truqués qu'il présente comme des traités internationaux, complétés de citations d'un caractère douteux, tirés d'on ne sait d'où et dont l'origine est connue des seuls communistes.

Polémisant ensuite avec le journal *Istiklal*, organe du mouvement national azerbaïdjanien et avec la revue *Prométhée* qui tous deux établissent l'état de pays colonial que présente l'Azerbaïdjan soviétique, la conquête de ce pays par les bolcheviks moscovites, la suppression de toute culture spirituelle, la destruction de son unité nationale, M. le secrétaire se prend à relater des faits qui se rapportent à la déviation, dans la question nationale, parmi les communistes locaux. Il ressort d'après lui : que « l'ennemi de classe ayant gagné à sa cause certains communistes insuffisamment fermes dans leurs convictions essaie de semer la discorde parmi les

masses laborieuses internationales d'Azerbaïdjan. Des chaînons séparés des organisations (il faut entendre des organisations de bolcheviks locaux) n'ont pas toujours et en temps opportun mis un terme aux manifestations chauvines et nationalistes... » ;

Que certains communistes d'entre les organisations responsables locales ont créé toute une théorie sur « l'inutilité de la lutte sociale contre les partis contre-révolutionnaires des Dachnaks et des moussavattistes, pour tout autant que la lutte est engagée contre les koulaks » ;

Que le « nationalisme trouve en ce moment asile jusque dans le milieu dictatorial soviétique et qu'il ne trouve aucun obstacle au sein du comité d'organisation des écrivains » ;

Que les « tendances nationalistes se manifestent avec le plus de netteté dans le domaine de la construction linguistique. Certains écrivains, parmi les plus jeunes, préfèrent avoir recours à la langue littéraire, commune avec les Turcs, pour s'exprimer avec les éléments travailleurs qui lisent, en Azerbaïdjan. Il en est d'autres, tel le poète Sanili, qui dans la question de la simplification de la langue, comme cela s'est produit en Ukraine, ont recours, dans le but d'isoler la campagne de la ville, à des termes archaïques locaux (il faut entendre nationaux-allogènes) et à des formes dialectiques, au lieu d'employer des termes internationaux connus (il faut entendre russes) » :

Que « dans l'application de la turkisation de certains établissements d'enseignement supérieur de grossières déformations de la politique nationale léniniste ont eu lieu et que des erreurs, d'ordre nationaliste, ont été commises ».

Ces erreurs, d'après le rapporteur, consistaient en ce que la « promotion de l'Institut pédagogique supérieur était uniquement composée d'éléments turks, ce qui par conséquent mettait fin à la préparation de cadres russes et arméniens. » Elles consistaient encore en ce que des manifestations de nationalisme local avaient lieu également à l'Institut de médecine d'Azerbaïdjan où il avait été décidé de turkiser à tout prix cet institut. Cette décision, prétend le rapporteur, « souleva l'inquiétude des professeurs russes qui estimaient que leur évincement des écoles supérieures n'était plus qu'une question de temps ».

Ce n'est que grâce à l'intervention du Comité central du parti, remarque le rapporteur, que cette menace put être écartée.

En d'autres termes, au lieu d'engager un cadre approprié de professeurs, ou d'obliger le personnel enseignant actuel à apprendre la langue turke, on pensa qu'il était préférable de renoncer à la turkisation des écoles supérieures.

En un mot, la « lutte contre les déviations dans la question nationale, ainsi que le souligne le rapporteur, reste l'une des tâches principales de l'organisation azerbaïdjanienne dans son entier », qu'en outre, la « déclaration

faite par M. Staline au 16<sup>e</sup> Congrès du parti reste en vigueur jusqu'à ce jour ».

Ces paroles concernent la déviation dans la question nationale. D'après M. Staline, les « déviations nationales » sont moins remarquées, moins criantes, que les déviations de « droite » ou de « gauche ». On pourrait les désigner sous le nom de déviations glissantes; mais cela ne veut point dire qu'elles sont inexistantes. Que non, elles existent, et, ce qui est pire, c'est qu'elles croissent; cela ne fait aucun doute du reste, attendu que l'atmosphère d'aggra-

vation de la lutte de classe en général ne peut qu'amener à l'aggravation connue des frictions nationales dont on trouve une manifestation bien nette dans le parti. »

M. Baguirov termine en disant que grâce à la révolution prolétarienne, l'impérialisme militaire féodal tsariste a été détruit. Il ne saurait cependant point cacher le fait de la présence, sous le couvert d'une dictature prolétarienne, d'un impérialisme militaire-communiste.

M. E.

---

## Succès soviéto-américains

---

Les pourparlers engagés entre le Président des Etats-Unis d'Amérique, M. Roosevelt, et le Commissaire du peuple aux Affaires étrangères de l'Union soviétique, M. Litvinov, ont abouti, comme il fallait s'y attendre, au rétablissement de « relations diplomatiques normales » entre l'Amérique et l'U. R. S. S.

Sous cette appellation, il faut entendre la *reconnaissance* des Soviets.

Déjà au moment de l'échange de télégrammes entre le président des Etats-Unis et le président du Comité central exécutif de l'Union soviétique il était clair que le nouveau chef du Gouvernement américain était décidé de se lancer dans la voie d'un rapprochement avec les Soviets et lorsque fut prise cette décision, il indiqua sous quelle

forme avait été donné l'essor à ce changement de politique américaine. Il s'agissait en l'occurrence des affaires d'Extrême Orient et de la nécessité pour l'Amérique de se créer des combinaisons en Extrême Orient, dirigées contre les prétentions croissantes du Japon.

Dans la question d'une limitation possible de ces prétentions, dans l'intérêt de la paix ou dans la création de conditions de lutte armée plus profitables, au cas où cette lutte éclaterait, subsiste actuellement une certaine conformité de vues et d'intérêts entre les Etats-Unis et l'Union soviétique. En cela précisément se trouve la clé qui fait apparaître les causes expliquant pourquoi « l'anomalie qu'était cette non-reconnaissance », pour se servir des mots

de M. Litvinov, a été remplacée de nos jours par le rétablissement de relations diplomatiques normales.

Qu'il nous soit toutefois permis de faire remarquer que ce motif n'a pas plus été signalé dans les communiqués officiels que dans la presse soviétique; mais il suffit de lire attentivement les passages du discours du président du Conseil des commissaires du peuple, M. Molotov, prononcé à l'occasion de l'anniversaire de la révolution d'octobre où il est parlé du rapprochement avec l'Amérique et où il se déclare prêt à entrer en guerre avec le Japon, « jusqu'à victoire complète », pour constater que ces deux motifs sont intimement liés entre eux.

L'on est en droit de supposer que la partie de la reconnaissance, touchant à la politique extérieure, a été plus particulièrement élaborée au cours des dix journées de séjour de M. Litvinov à Washington.

Il est plus vraisemblable encore que M. Litvinov a tout d'abord pensé vouloir limiter cet acte à ce point essentiel et remettre tout le reste à plus tard; c'est ce qui apparaît de l'opinion émise par certains organes de presse qui déclaraient, au moment où M. Litvinov montait sur le paquebot qui, de France, allait l'emmenner aux Etats-Unis, qu'une seule entrevue avec M. Roosevelt suffirait pour liquider cette question. Cependant, comme l'ont démontré les résultats des entretiens de Washington, les Américains n'ont point voulu s'engager dans cette voie; ils ont examiné l'ensemble des questions liées à la reconnaissance: la question des dettes, de la propagande, des relations commerciales, la question religieuse. Il est difficile de

dire, par les seules communications officielles, quel a été le cours des négociations par rapport à ces multiples problèmes, mais la manière dont ont été rétablies les relations entre ces deux pays laisse voir certains côtés des questions traitées. Le ton de la presse soviétique, au cours de ces dix journées, changea plusieurs fois, depuis un optimisme serein jusqu'au plus noir pessimisme. Il faut en conclure que les négociations étaient loin d'être satisfaisantes et que les divergences qui apparurent furent difficilement aplanies.

Il convient de signaler que la question des dettes de guerre de l'U. R. S. S. à l'Amérique se simplifie du fait que les Soviets peuvent se prévaloir de la situation générale internationale et montrer que les autres pays qui eux, contrairement aux bolcheviks, ont reconnu leurs dettes, cherchent par tous les moyens à les renier et à ne pas payer leur dû à la Grande République américaine.

Cet argument est plus convaincant que l'étrange « concession » faite par M. Litvinov, lorsqu'il se déclare prêt à renoncer aux revendications présentées par le Gouvernement soviétique du fait de l'intervention américaine en Sibérie. La question des dettes sera vraisemblablement régularisée d'après les normes acceptées à Washington par les autres débiteurs; ici encore se constitue une sorte de « solidarité » entre l'U. R. S. S. et les autres Etats d'Europe. Il est difficile de supposer que le problème des crédits, d'une si grande importance pour Moscou, soit résolu en ce moment ainsi que l'aurait voulu M. Litvinov. Il est certain que l'industrie américaine recevra avec plaisir les commandes qui

jusqu'à présent se faisaient en Allemagne, sans que cependant les cercles financiers américains ne manifestent trop d'empressement à financer ces transactions. Les banquiers américains montrent moins d'empressement envers la « grande politique » que les banquiers allemands, accordant avant tout une plus grande attention à leurs propres intérêts.

Il faut, d'autre part, avoir en vue les conceptions d'Etat des autres pays. Il est possible que les diplomates américains, se basant sur des considérations politiques et sur des buts immédiats, aient cru nécessaire, bon gré mal gré, consciemment ou inconsciemment, à l'exemple d'autres pays, d'ignorer cette fatale particularité du bolchevisme et qu'après avoir ouvert les portes aux Soviets ils espèrent « de leurs propres moyens » lutter contre la propagande inévitable du Komintern.

Il faut dire que jusqu'à présent les Américains ont fort bien compris l'essence du bolchevisme et c'est pourquoi, jusqu'au moment de la reconnaissance, ils ont agi en hommes d'affaires, sans rien perdre, contrairement à ceux qui s'étaient empressés de les reconnaître. Si cette manière d'agir est maintenue après la reconnaissance, si les Américains sont à même de faire une démarcation entre les intérêts réels internationaux qui exigent un accord, et les craintes du bolchevisme, il est fort possible que la reconnaissance actuelle et plus particulièrement la pratique des relations soviéto-américaines auront quelque chose de positif. Nous voulons dire que d'autres pays pourront aussi obtenir les mêmes garanties que celles obtenues ou à obtenir par l'Amérique en

vue de se préserver de la propagande bolcheviste.

Il n'en est pas moins certain qu'au point de vue de la politique extérieure, la reconnaissance des Soviets par l'Amérique constitue une de leurs plus grandes victoires; elle est d'autant plus importante qu'elle allège leur situation en Extrême Orient en même temps qu'elle facilite leur lutte contre les peuples opprimés de l'Union. La possibilité de tirer parti de cette victoire dans le but de consolider le bolchevisme et de le répandre hors des frontières soviétiques dépend de la position prise par l'Amérique. Ici encore la manière d'agir, en gens d'affaires, qualité qui manque par trop souvent aux politiciens, aux diplomates, trop enclins à confondre le système bolchevik avec les facteurs et les combinaisons de la politique internationale.

La presse soviétique, dans son entier, consacre de nombreux articles et communiqués à la reprise des relations diplomatiques entre l'U. R. S. S. et les Etats-Unis. La joie débordante qui s'en dégage est d'autant plus compréhensible que cette fois la victoire est patente, attendu, comme le dit si bien le journal français *le Temps*, que les Soviets n'ont rien à perdre et tout à gagner.

L'organe officiel des Soviets, les *Izvestia*, de leur côté soulignent que cet événement a une importance historique, attendu que « par cet acte prend fin la lutte entre le monde capitaliste et la reconnaissance de ce fait, que dans le monde actuel existent deux systèmes: capitaliste et socialiste ». Poursuivant, ledit organe écrit: En renonçant à sa politique traditionnelle de « non-reconnaissance », le Gouvernement américain



actuel souligne nettement la force et l'importance de l'U. R. S. S.

L'explication de cette victoire pour les ressortissants soviétiques est fort simple ; la voici : Pendant 15 ans, les Américains ont été des « idiots » qui ne comprenaient rien de l'importance et de la construction soviétique et de ses plans. Le plus « idiot » de tous les Américains, d'après une caractéristique de l'un des plus intelligents bolcheviks, M. Radek, était certainement M. Hoover. D'autres hommes politiques américains, tels que MM. Kellogg, Hughes, etc., ont estimé que la reconnaissance des Soviets ne répondait point aux exigences de la civilisation et du droit international. Mais de nos jours, dit M. Radek, des hommes politiques plus sensés sont venus au pouvoir avec M. Roosevelt et ils ont aussitôt compris que le pays des Soviets représente une force importante, tant au point de vue économique que politique, que militaire ; ils ont compris que le plan quinquennal s'est réalisé avec succès dans les différentes branches et c'est pourquoi aucun « préjugé » ne pouvait résister devant cette force des Soviets. Et sur ce thème s'est développée toute une agitation, tandis que sur la question principale, sur le facteur politique d'Extrême Orient qui a hâté la décision de M. Roosevelt, la presse soviétique garde le silence le plus complet. Ajoutons que les textes des obligations dont parlent les lettres et les procès-verbaux des parties contractantes n'ont pas été publiés en entier, mais leur contenu a été communiqué à la presse. Or, dans aucun de ces documents il n'est question d'un appui quelconque en Extrême Orient, soit du côté soviétique, soit du côté amé-

ricain, au cas où la défense des intérêts de l'un ou l'autre de ces pays se ferait sentir. On a l'impression que cette question n'a même pas été soulevée. Et cependant ainsi que l'affirment les organes de presse faisant le plus autorité, toute la raison d'être de cet accord est basée sur ce point.

Dans un document, le seul, émanant des Soviets, se trouve une allusion indirecte sur la gravité, sur l'importance des événements d'Extrême Orient. Mais cette indication est si cachée qu'elle n'est compréhensible qu'aux seuls « initiés ».

Nous avons en vue la déclaration de M. Litvinov dans laquelle il affirme que le Gouvernement soviétique ne considère point l'Amérique comme responsable des préjudices causés par les troupes américaines en Sibérie, en 1918. M. Litvinov expliqua aux journalistes que les Soviets avaient fait cette concession après avoir pris en considération les opérations américaines en Extrême Orient d'après le récit qui en est fait dans les documents qu'il lui fut donné de voir au département d'Etat de Washington.

En quoi consistent donc ces déclarations « énigmatiques » ? Pourquoi donc, alors que tout le problème des dettes et des crédits reste ouvert, M. Litvinov s'est empressé de déclarer qu'en ce qui concerne l'intervention sibérienne, les Soviets n'ont point l'intention de présenter la moindre revendication ? L'on sait que les bolcheviks ont élaboré un plan concerté lorsqu'il est question du paiement des dettes d'avant-guerre. Outre le refus de « principe » opposé aux droits des pays bourgeois qui exigent le paiement des dettes, les politiciens bol-

cheviks émettent contre les « impérialistes » le raisonnement suivant : par votre intervention, vous avez causé tant de préjudices au pays des Soviets que si on les calcule il sera difficile de dire lequel de nous doit payer.

Telle est la méthode suivie par rapport à la France. Après la reconnaissance, telles sont les contre-revendications formulées au cours des négociations avec l'Angleterre. Il a dû en être de même à Washington, lorsque les Américains touchèrent à la question des dettes, mais il est certain que dans ce cas les Américains ne cachèrent point leur indignation. Si l'on en juge par les informations très plausibles de source américaine, le débarquement des détachements américains, en 1918, à Vladivostok et leur séjour en Sibérie avait un but politique bien déterminé : empêcher les Japonais, déjà intervenus, de s'emparer du territoire sibérien. Les sources soviétiques elles-mêmes ne nient point que tel était le plan des impérialistes américains et que dans une certaine mesure c'est grâce à l'Amérique que les Japonais, peu désireux d'entrer en conflit avec la république d'outre-Atlantique, évacuèrent le territoire sibérien.

C'est ainsi, disent les Américains, qu'après avoir sauvé la Sibérie, la Russie soviétique se permet de présenter sa note. Quoi qu'il en soit, quelques politiciens américains estiment que les combinaisons soviéto-américaines pourront à nouveau modérer les appétits des Japonais et les empêcher de réaliser leurs plans territoriaux, en ce qui concerne Vladivostok, la Province Maritime et même d'autres régions de Sibérie. Les Américains peuvent donc à nouveau se

prévaloir de leur rôle de « sauveurs » de la Sibérie et de « protecteurs » au profit de la Russie.

A quelle somme les bolcheviks estimeront-ils ces « services » par la suite et n'élèveront-ils point à leur tour des prétentions au sujet des « préjudices » causés si la reconnaissance ne donne point, dans son entier, satisfaction complète ?

Dans le point touchant à la propagande, auquel l'opinion publique américaine attribue en vérité une importance primordiale, les auteurs américains de l'accord ont apporté certains détails qui ne sont point connus dans les accords analogues avec d'autres pays. Les Soviets ont pris l'engagement, non seulement de respecter l'organisation intérieure des Etats-Unis, de s'abstenir de toute immixtion dans les affaires intérieures et de tout ce qui pourrait menacer la tranquillité du pays, mais encore d'empêcher toute action de cet ordre de la part des fonctionnaires d'Etat ou organisations au service ou sans le contrôle direct ou indirect de l'Etat soviétique ou recevant dudit Etat des appuis financiers. Les Soviets ont même donné la formelle assurance de mettre obstacle à la naissance et au développement de groupes susceptibles de menacer non seulement les droits territoriaux de l'Amérique, mais encore l'ordre et le régime établis. Les juristes américains du « trust des cerveaux » qui ont élaboré ces formules sont certainement convaincus que dorénavant il ne sera plus possible de se livrer à la propagande communiste.

Il n'en est pas moins vrai que toute personne ayant les moindres connaissances, les plus élémentaires de la théo-

rie et de la pratique du communisme, sourit à la seule idée des suites joyeuses du nouvel accord. Personne, parmi les gens bien informés, ne doute un seul instant que le Komintern subsistera, tout comme auparavant, que les communistes américains résidant à Moscou et dans leur propre pays ne trahiront point le parti et que les Américains ne tarderont pas à se rendre compte que les normes les plus exactes, les plus précises de caractère juridique sont interprétées à leur manière sous l'angle de la révolution mondiale et dans des buts communistes. Que feront alors les Américains « désabusés »?... Il est difficile de le dire. L'on peut cependant prévoir que les politiciens américains qui sont gens de réalités s'étant aperçus de l'erreur commise, en présence de la propagande persistante communiste, tireront des conclusions autrement salutaires que celles des Européens.

Il est encore une particularité de ce nouvel accord : il établit un régime de « liberté de conscience et de convictions religieuses » pour les Américains résidant en U. R. S. S., mais dans ledit accord il n'est question que des décrets et des lois qui se rapportent aux citoyens soviétiques, à commencer par le décret du 23 janvier 1918 (décret de séparation de l'Eglise de l'Etat), pour finir au décret du 8 avril 1929 sur les communautés religieuses).

Voilà donc une nouvelle énigme. Comment admettre qu'en présence de pareils décrets, entièrement suffisants pour préserver les droits des Américains, les persécutions religieuses des citoyens sovié-

tique soient possibles? Peut-on, dans ces conditions, admettre la fermeture, voire même la destruction des temples?...

Pourquoi donc les prisons sont remplies d'ecclésiastiques de toutes confessions? et l'athéisme est-il considéré comme religion officielle obligatoire? Pourquoi le croyant se sent-il le paria avec lequel on peut faire tout ce qui plaît? Car enfin ce sont là des choses qui ont bien agité l'opinion publique d'Europe et d'Amérique et qui n'ont point cessé, qui se sont passées et qui se passent en dépit de tous les décrets et lois qui aujourd'hui doivent protéger les droits religieux des citoyens américains.

Ces questions ne seront certainement posées que dans le for intérieur des citoyens soviétiques opprimés et les Américains ne seront vraisemblablement qu'étonnés de voir les croyants soviétiques mécontents des lois sur les organisations religieuses.

Disons pour conclure que si en politique extérieure règne de préférence le principe qui dit que « les affaires sont les affaires », il faut bien reconnaître que lors de la conclusion d'une affaire de caractère international il est des particularités de ceux qui les concluent qui ont leur importance : tout d'abord la manière d'aborder les questions; or, la politique internationale exige la connaissance du bolchevisme et ses particularités. Et nous savons que ces particularités répondent mal aux conceptions européennes, à celles de la culture américaine et de la communauté internationale.

I. Tchoulik.

.....

# La question agraire dans l'ancien empire russe

La Russie, avant la guerre, occupait les trois quarts de l'Europe et presque la moitié de l'Asie. Elle comptait environ 167 millions d'habitants. Elle était, elle reste d'ailleurs encore, un pays essentiellement agricole — les paysans représentent, en effet, les 80 p. 100 de la population.

On ne peut comprendre la Révolution russe, si on ne saisit l'importance du rôle joué par les paysans : ce sont eux qui ont abattu les murs de l'édifice monarchique et porté Lenine au Kremlin sur leurs robustes épaules ; ce sont eux qui ont posé le vaste problème agraire à l'esprit des dirigeants, élaborant ainsi un des principaux facteurs de la Révolution.

\*

Essayons donc, pour nous expliquer les caractères de cette agitation paysanne, de pénétrer l'âme du paysan russe. Le grand penseur, Maxime Gorki, en a fixé les traits essentiels, dans des pages inoubliables.

La double influence du milieu géographique et du climat détermine le caractère original du paysan de Russie.

C'est un nomade, attiré par l'immensité de la plaine, tourmenté par « l'envie de changer de place », préférant, à la lutte active, la fuite. Rien ne saurait le retenir : ni le village, ni la ville, toujours lointaine, aussi peu capable de l'éduquer que le village. D'autre part, le rude hiver de six mois, pendant lequel « l'homme étouffe d'inaction et d'ennui », le dur labeur que la terre exige de lui, qu'il considère comme une malédiction de Dieu et qu'il appelle d'un nom suggestif « strada » (souffrance), achèvent « d'épuiser en lui les désirs ».

Quelle action les doctrines philosophiques pourront-elles exercer sur de tels esprits ? Toute passagère et sans profondeur. « Ce peuple n'a pas de mémoire historique », a-t-on dit. Les faits le prouvent.

Que reste-t-il, en effet, de la tentative de ce Boulotnikov qui, en 1606, après le meurtre de Boris Godounow et l'installation du prince Bazile sur le trône, souleva, contre les boyards moscovites responsables, des milliers de serfs, séduits par la perspective de s'emparer des femmes, des biens et des terres des

boyards? Rien. La révolte fut noyée dans le sang. La mémoire des Russes ne retint pas même le nom de ce premier communiste et nulle légende ne l'immortalisa.

De même, c'est à peine si deux ou trois chansons, dont l'origine populaire est d'ailleurs douteuse, évoquent la figure du Cosaque du Don, Stépan Razine, de ce deuxième Boulotnikov qui, cinquante ans après le premier, souleva à sa suite les paysans de presque toute la Volga, dont les bandes, pendant trois ans, pillèrent boyards et marchands, et qui finit vaincu et écartelé.

Enfin, le Cosaque de l'Oural, Pougatchev, qui, sous la grande Catherine, suscita une dernière révolte non moins vaste et puissante « contre le régime d'Etat », suivant l'expression de l'historien Platonov ne laissa pas plus que ses prédécesseurs, de souvenir profond dans la mémoire des paysans. Et Platonov peut écrire à juste titre : « Tous ces soulèvements ne modifièrent rien, n'apportèrent rien de nouveau dans le mécanisme de l'Etat, dans l'ordre des conceptions, dans les mœurs et dans les aspirations. »

De tels mouvements indiquent bien cependant que le paysan russe est naturellement un révolté, partisan systématique de « l'opposition contre l'Etat ».

\*\*\*

Instabilité, extrême facilité d'oubli, telle est donc, dans ses grands traits gé-

néraux, la psychologie du paysan russe. Et quelle était, à la veille de la Révolution, sa situation politique!

Jusqu'au milieu du 19<sup>e</sup> siècle, le paysan de Russie n'était pas un homme libre, ni au point de vue juridique, ni au point de vue social. Il appartenait, corps et biens, aux grands propriétaires fonciers qui détenaient le pouvoir politique. Il dépendait du maître comme l'esclave antique; il n'était pas attaché à la terre comme les serfs français et allemands du moyen âge. Il pouvait être vendu suivant le bon plaisir du seigneur qui ignorait tous principes moraux, le patriotisme, la conscience nationale et contre l'arbitraire duquel aucune loi ne le défendait. Sa situation était d'ailleurs infiniment plus dure que celle de l'esclave de l'ancienne Grèce et de l'ancienne Rome, souvent écrivain, artiste, poète. L'esclavage qui régnait en Russie, rappellerait plutôt l'esclavage romain du Bas-Empire, plus rude. Quant au moyen âge, il ne connut jamais, dans sa période la plus sombre, le dur asservissement dont souffrait la Russie, par suite du régime tsariste, dans la première moitié du 19<sup>e</sup> siècle.

\*\*\*

Sous la monarchie des Tsars, le pouvoir politique appartenait donc aux propriétaires fonciers.

C'est pendant les guerres napoléoniennes, lors du mouvement décembriste,

que se produisit le premier mouvement libéral, inspiré par l'idée du droit naturel à la liberté et revendiquant, en conséquence, la libération complète du paysan. Revendication d'esprit, d'ailleurs, toute théorique.

En 1819, lorsque Yaccouchine, le déembriste, voulut affranchir ses paysans, mais sans leur donner la terre, ceux-ci refusèrent et affirmèrent leur préférence pour l'ancien état de choses. « Nous vous appartenons, mais la terre nous appartient. »

Le 19 février 1861 est la date fameuse de la grande réforme agraire d'Alexandre II et la fin du servage.

Quatre ans auparavant, en 1857, un Comité avait été constitué, qui devait étudier les moyens d'affranchir les paysans, sans que fussent lésés les droits des seigneurs sur leurs terres. Mesure inspirée par la prudence et par un juste pressentiment. « Mieux vaut mettre fin au servage par mesure d'en haut, qu'attendre le jour où, de lui-même, il se supprimera d'en bas. » Le manifeste du 19 février 1861, proclamait que les paysans étaient des hommes libres, que les seigneurs devaient céder une partie de leurs terres aux paysans affranchis, avec obligation pour ceux-ci de payer, soit en argent, soit en travail.

Cette réforme devait entraîner des conséquences énormes dans l'histoire politique, économique, sociale de la Russie.

L'originalité profonde fut, parallèle à l'affranchissement des serfs, le maintien de la vieille commune slave avec sa jouissance de la terre en commun. En effet, ce ne sont pas les communautés de familles qui deviennent propriétaires, mais les communautés de villages « obtchina ». L'Assemblée du village, le « mir », a la mission de répartir également les terres, et de les reporter périodiquement entre les diverses familles du village. De ce fait, celles-ci n'ont leur part de terre qu'à titre provisoire, précaire, en usufruit.

Et c'est bien là le vice fondamental d'une telle institution, dont le but réel est d'empêcher un mouvement révolutionnaire, de lutter contre l'apparition du prolétariat, de fixer le paysan au village, de fortifier sur des bases solides le régime et qui, en fin de compte, va hâter la venue du péril qu'elle veut conjurer. L'état de choses créé par cette réforme est, pratiquement, fort compliqué.

Et d'abord, la terre est divisée, émietée, ou, suivant une expression pittoresque et suggestive, « effilochée en languettes toujours plus nombreuses », si étroites parfois qu'il est impossible de les exploiter : d'où augmentation des terres incultes.

D'autre part, les terres qui ont été attribuées par le dernier partage à la même famille, sont dispersées, ce qui constitue une nouvelle difficulté pour la culture.

Enfin, l'usage de faire paître en commun le bétail, la nécessité de semer et de récolter à date fixe, si l'on veut éviter que le bétail du voisin vienne compromettre la moisson, l'impossibilité où l'on est de prendre la moindre mesure, sans le consentement d'une communauté lente, inerte, routinière, le manque des instruments agricoles modernes qui auraient dû être distribués en même temps que la terre aux paysans; tout ceci, ajouté à ce fait essentiel que le paysan ne peut profondément s'intéresser au sort d'une terre qui n'est la sienne que provisoirement, paralyse les initiatives et empêche ou arrête tout progrès.

C'est ainsi qu'après l'affranchissement, l'appétit de la terre va forcément s'accroître et qu'au lieu d'éteindre les aspirations révolutionnaires, ce nouveau système social, le « mir », va amener l'ère des revendications populaires, dont il sera la clef de voûte.

\*\*

En effet, l'agitation paysanne ne s'endort un instant, après l'assassinat d'Alexandre II et la réaction anti-libérale qui en fut la conséquence, que pour s'éveiller plus vive, en 1902. Elle a, cette fois, l'allure d'un mouvement collectif, cohérent, conscient de sa responsabilité, car elle est groupée autour du « mir », symbole de l'idéal commun : « Toute la terre russe au peuple russe. »

En 1902, on fait la guerre aux châteaux, aux seigneurs en qui les paysans détestent les symboles de la propriété. En 1905, on s'attaque aux grands domaines seigneuriaux. L'incendie, allumé dans la Russie Orientale, dans la région de la Volga, s'étend au Caucase, à la Pologne, aux Pays-Baltes. Partout on voit « le coq rouge ». (Et cependant, n'est-il pas curieux de constater que, au lendemain de cette Jacquerie, ces mêmes paysans qui avaient brandi la torche, hissèrent le drapeau aux trois couleurs (symbole de la réaction; et le portrait du tsar, et allèrent massacrer les Juifs? — fait déconcertant et qui souligne bien la mentalité du paysan russe.)

Il ne faut pas exagérer la portée du mouvement de 1905 : 2.000 domaines seigneuriaux ont été détruits, mais un centième seulement des seigneurs a souffert de ce dommage. Une infime minorité des paysans, seule, s'est soulevée : un centième. Les autres ont assisté, passifs encore, à ce mouvement.

Cependant, les conséquences de la réforme d'Alexandre II se manifestaient dans toute leur gravité : les paysans étouffaient dans leur terre. Dans le vaste tchernozium (1) russe, il n'y avait pas la plus petite parcelle pour le peuple. Les paysans, pour faire place nette à la culture, brûlèrent la forêt. Incendie épique, « vision fantastique de l'enfer, où

(1) Terre noire.

les paysans, tels les démons, apparaissaient et disparaissaient, au milieu d'un océan de flammes et de fumée ». Cette solution fut insuffisante; une autre s'imposa, plus dure : l'émigration en Sibérie, dans le Turkestan, au Caucase.

Une modification du régime agraire de 1861, apparaissait nécessaire. Ce fut là l'œuvre du ministre Stolypine. L'ukase du 22 novembre 1906 préparait la propriété paysanne. Il décidait, en effet, que dans toute commune où il n'y avait pas eu de répartition entre les membres du « mir », depuis douze ans, tout chef de famille était reconnu propriétaire du lot occupé au jour de la promulgation de la loi, avec droit d'aliénation. Mais cette réforme, qui aurait pu être très féconde, fut combattue par la majorité de la classe intellectuelle et par les slavophiles, partisans du « mir » primitif. Rien en fait ne fut changé. La grande propriété seigneuriale subsista : aussi, en 1914, y avait-il, en Russie, des propriétés de 800.000 et d'un million d'hectares, alors que la terre accordée aux paysans, par la réforme de 1861, était loin de suffire à leur subsistance.

Elle leur suffisait d'autant moins que, depuis 1861, la population s'était augmentée dans d'énormes proportions. (Dans les dix dernières années seulement, avant 1914, elle était passée de 125 à 167 millions d'habitants). Et on tolérait que 130.000 propriétaires nobles vécussent dans leurs immenses domai-

nes, pendant que 100 millions d'hommes manquaient de terre.

Comment s'étonner, dès lors, du succès de la Révolution de 1917, et de l'adhésion que rencontra le programme de Lenine? — En prêchant « que la terre serait immédiatement donnée aux paysans, que la paix serait faite sans annexion et contribution, que le pain et le pouvoir seraient donnés aux ouvriers », Lenine ne faisait que mettre à jour, d'une manière éclatante, et satisfaire, enfin, les aspirations qui sommeillaient dans l'âme des Russes, depuis des siècles.

Il faut noter, d'ailleurs, cette contradiction frappante : tandis que le régime tsariste, dirigé par des principes individualistes, avait, par le système de la propriété collective du village, le « mir », consacré, en quelque sorte, le communisme, le parti communiste, au contraire, tout inspiré cependant de principes anti-individualistes a toléré la propriété individuelle du paysan.

En définitive, une vérité frappante se dégage d'elle-même, après l'étude de la question agraire : c'est que, en Russie, la société, et plus particulièrement la société paysanne, n'était pas mûre pour le pouvoir; c'est que le citoyen russe, non éduqué, ne pouvait, comme le citoyen des pays occidentaux, jouer un rôle politique. Ne faut-il pas chercher là la principale cause du caractère catastrophique de la Révolution?



D'autre part, tandis qu'à la fin du 18<sup>e</sup> siècle, les privilèges des seigneurs avaient augmenté, la situation des paysans s'était aggravée. Le gouvernement, en effet, avait accordé des faveurs nouvelles aux seigneurs, afin de les écarter des affaires politiques. Mais il avait obstinément fermé les yeux, il avait refusé de reconnaître la nécessité d'une réforme politique qui apparaissait impérieuse et évidente à tous, à la fin du 18<sup>e</sup> siècle et du début du 19<sup>e</sup> siècle, et qu'il aurait pu accomplir, à la lumière des leçons données par les pays occidentaux. On n'ajourne pas impunément et d'une manière indéfinie, suivant son caprice, une réforme, quand l'heure a sonné. C'est ce que les faits devaient démontrer.

En effet, quand le pouvoir s'est préoc-

cupé de la réforme politique et de l'affranchissement des paysans, il était trop tard; quand la Russie, s'inspirant des systèmes démocratiques de l'Occident, a voulu adopter le système soi-disant constitutionnel, il s'était creusé, entre les intellectuels et l'Etat, un abîme infranchissable. A la veille de la Révolution, la situation politique russe se présente sous l'aspect d'un double tableau : d'une part, une classe paysanne ignorante, n'ayant encore aucune conscience nationale; d'autre part, une classe intellectuelle, systématiquement écartée du pouvoir par le gouvernement tsariste. Donc, aucune éducation politique dans l'ensemble de la société; c'est là que résidait le malheur de la Russie.

M. Y.

(A suivre.)



# Lettres de Géorgie

On nous écrit de Tiflis :

Ces derniers temps, la population de la ville a considérablement augmenté. Par suite de la collectivisation l'économie rurale s'est effondrée ; les paysans abandonnant la campagne sont venus se réfugier dans la ville. Une partie de ces malheureux a pu trouver du travail dans quelques entreprises industrielles, mais la plupart errent dans la ville sans espoir de trouver quelque occupation. Malgré la croissance de la population, la construction de nouveaux logements reste stationnaire. Les bolcheviks font grand bruit autour de prétendues réalisations dans ce domaine, mais en réalité si l'on construit une maison, il faut en compter des dizaines qui s'en vont sous les effondrements successifs. Cette situation crée des conditions extrêmement difficiles au point que les caves humides deviennent le gîte rêvé des sans-asile. Les rues, les gares, les cimetières sont remplis de gens qui viennent y chercher un abri. Personne ne s'occupe de ces malheureux. La typhoïde sévit. Pas de médicaments, pas de pain, pas de moyens pour nourrir ces déshérités qui se débattent dans la misère et dans des conditions sanitaires effroyables. Le pouvoir soviétique qui fait tant de tapage autour d'une pseu-

do-amélioration de la santé publique, qui prétend avoir combattu la vie chère et construit des logements à bon marché, semblait être acculé dans une situation sans issue lorsque, subitement, il vient de découvrir une méthode susceptible de remédier à ce mal : c'est le système, dit de « passeportisation ».

Ce système, hélas, n'est pas de nature à modifier le régime ni à améliorer les conditions économiques du pays. Le but du pouvoir soviétique est clair, il sait ce qu'il veut mais, afin de donner le change à l'opinion publique, il a recours au mensonge habituel. Après les leçons qu'il avait reçues à Moscou et à Léninegrad, M. Staline avait presque supprimé le système des passeports pour les villes de Transcaucasie. Mais les « petits dictateurs » de Transcaucasie en furent mécontents et ils soulevèrent un petit tapage au sein du parti. M. Beria prit en hâte le chemin de Moscou afin de supplier le tout-puissant Staline de lui accorder le droit et l'honneur d' « épurer » Bakou, Tiflis et Batoum, ce qui lui fut accordé. A son retour de Moscou il déclara ce qui suit : « Je dois nettoyer Tiflis des hommes politiquement dangereux, des anciens intellectuels de classe et des anciens commerçants. »

Depuis l'été dernier, le pouvoir s'est appliqué d'étudier la composition de la

population de Tiflis, de préparer son recensement, etc. La direction politique mit ses cadres à l'œuvre. On revisa les archives et les feuilles des affaires courantes; on rédigea les listes de noms et prénoms des citoyens et le 15 août dernier on les expédia aux commissariats de milice et de là aux sections des passeports.

Depuis plus d'un mois déjà la distribution des passeports a commencé. Les habitants sont convoqués à tour de rôle et avant que de délivrer le passeport on consulte les listes rédigées par la direction politique, après quoi l'on délivre le passeport ou l'on intime l'ordre à l'intéressé de quitter la ville. La décision doit être exécutée dans un délai de dix jours; elle n'est pas sans appel mais il faut le faire dans un délai de trois jours.

Il est à noter que le pouvoir spéculé sur ces décisions d'une façon éhontée. Le passeport coûte 3 roubles, mais l'enveloppe coûte 1 rouble 50. On vend des passeports à des gens qui n'y ont pas droit, tels que les commerçants, les escrocs, etc. Quant aux hommes politiques, ils sont exclus de cette faveur. Dès le début, le pouvoir bolchevik a voulu nettoyer la ville de ses adversaires politiques et non point des anciens commerçants, des escrocs ou des voleurs.

Maintenant il est évident pour tout le monde que cette « épuration » s'effectue aux frais des Géorgiens. Le système de passeportisation s'avère comme

un nouveau genre de représailles, dirigé exclusivement contre les adversaires politiques, mais les bolcheviks, fidèles à leur méthode de mensonge et de duplicité, prétendent que l'« épuration » n'a d'autre but que de débarrasser la ville d'éléments indésirables afin d'obtenir ainsi des logements pour les travailleurs.

En réalité les faits parlent de tout autre chose. Qui sont-ils, ces éléments indésirables pour les bolcheviks? Il paraît que ce sont de vieux ouvriers, des professeurs, des médecins, des avocats, des ingénieurs et des travailleurs d'autres professions avec toute leur famille. Voilà ceux qui, d'après les bolcheviks, seraient « inutiles » pour la ville, ceux que l'on combat avec cette arme nouvelle.

Il y a un mois que ce malheur s'est abattu sur Tiflis. C'est par milliers que ces malheureux sont expulsés de leur domicile. Privés de tout secours, ils se trouvent jetés dans la rue avec femmes et enfants et avec leurs effets, sans savoir où aller, quel chemin prendre et vers quel pays diriger leurs pays. « Allez-vous-en! qu'on ne vous voie plus à Tiflis après le délai donné! » répond la commission chargée d'examiner leur déclaration. Partez, mais où? Batoum, Poti, Soukhoun, Akal-Kolaki et Akal-Tsikh sont interdits. Alors? il faut donc disparaître?...

Ces sauvages mesures créent un état d'âme particulièrement nerveux. Nom-

breux sont les cas de meurtre et de suicide. Le 14 octobre, un directeur de section a été tué par un cocher qui, après toutes sortes de démarches, n'ayant pu obtenir le permis de séjour, finit par abattre un de ses persécuteurs. Chaque jour des centaines de familles sont obligées de quitter leurs appartements. Ces appartements deviennent aussitôt l'objet d'une spéculation à laquelle vient s'ajouter la corruption. Qui s'arrange pour bien payer a toujours la chance d'obtenir un appartement à son goût.

Dans le royaume bolchevik tout marche à l'envers avec, bien entendu, un plan arrêté d'avance et bien calculé. En apparence, la passeportisation, comme nous l'avons dit, est dirigée contre les anciens commerçants et les spéculateurs, jamais contre les travailleurs, mais en réalité c'est la population laborieuse qui en souffre. On crie à haute voix les noms de ceux qui doivent être expulsés, mais ceux-là ont toujours leur passeport dans leur poche. On n'expulse que les honnêtes citoyens. 90 p. 100 de ces persécutés sont des Géorgiens dont la plupart sont nés à Tiflis ou habitent la ville depuis des dizaines d'années et le plus

souvent ne possèdent aucun bien à la campagne. Le sort de ces citoyens est décidé pour les Arméniens communistes dont le nombre atteint 80 p. 100 dans les commissions des passeports. Ce sont eux qui demandent aux Géorgiens le motif de leur séjour à Tiflis et qui décident de leur expulsion. M. Beria et son acolyte ne font plus confiance aux Géorgiens; ils chargent de cette besogne héroïque les Arméniens qui s'en acquittent en toute conscience, car, à défaut, ces roquets ne recevraient pas l'aumône que leur font les gros mâtins.

Le vrai visage des bolcheviks est connu depuis longtemps; leur activité s'étale devant tous les yeux. Par ces derniers assauts ils battent tous les records. Aujourd'hui on chasse les Géorgiens de Tiflis, et, avec eux, la population laborieuse d'autres nationalités, mais le peuple saura supporter ce malheur, le peuple qui a connu mille autres combats. Si la passeportisation, d'après le dictionnaire bolchevik, signifie persécution, expulsion et dévastation, par contre, dans le cœur du peuple, elle s'inscrit par ces seuls mots : A bas les bolcheviks!

**Volcan.**



# La situation en Ukraine

Aux deux congrès du parti communiste — le 12<sup>e</sup> congrès du parti communiste ukrainien tenu à Kharkiv et celui du parti de l'Union tenu à Moscou — il est apparu clairement que la situation en Ukraine est très dangereuse pour Moscou. Le développement du sentiment nationaliste en Ukraine et qui a pour but essentiel le détachement de l'Ukraine de Moscou a été confirmé par les dignitaires du Kremlin rouge.

Kossior l'actuel secrétaire du parti communiste ukrainien déclara au congrès de Moscou :

« En Ukraine ce pays où la situation des classes est très compliquée, où l'activité des débris de l'ennemi atteint son plus haut point, le drapeau national joue pour l'ennemi de classe un rôle particulièrement important. Il est pour lui le principal emblème, le symbole de la vie nationale. Nous avons laissé passer le moment du tournant national, à la tête duquel se trouvait Skrypnik et son entourage nationaliste. Les éléments nationalistes contre-révolutionnaires ont aménagé en Ukraine des cellules dans toute une série d'établissements soviétiques et culturels, de même qu'ils se sont glissés jusque dans le parti. Chacun

peut en juger lui-même, maintenant, combien est nécessaire la lutte intense contre le tournant nationaliste. » (*Visty*, le 21-1-34.)

Puis après avoir dit que le gouvernement soviétique avait l'intention d'entreprendre une lutte énergique contre le nationalisme en Ukraine et qu'il comptait « briser d'un coup tous les groupements antisoviétiques dont faisaient partie les éléments petluriens et bourgeois des villages, éléments qui organisaient le sabotage dans l'économie villageoise ». Il reconnut ensuite que le gouvernement soviétique avait laissé se développer, sans s'en apercevoir, l'organisation du mouvement nationaliste en Ukraine.

Comme on sait la session plénière du mois de novembre du parti communiste ukrainien a signalé « le nationalisme local ukrainien comme le principal danger dans l'étape future de l'Ukraine ». Et la lutte contre ce nationalisme est dirigée par Moscou et surtout par Staline qui a envoyé en Ukraine quelques hommes sûrs, et quoique ces gens, avec Postychev en tête, clament la victoire sur la contre-révolution et sur le nationalisme local ukrainien, il est intéressant d'écouter les paroles de Postychev :

« En Ukraine, l'ennemi des classes masque son travail contre la construction socialiste par le drapeau nationaliste et par les propos chauvins... Le paysan ukrainien a fait un grand apprentissage de lutte contre le pouvoir soviétique. C'est en Ukraine qu'il y a le plus grand nombre d'organisations et de partis contre-révolutionnaires. » (*Visty*, le 24-1-34.)

La session plénière du Comité Central du parti communiste d'Ukraine, dans sa séance du mois de décembre, après le discours du nouveau commissaire du peuple à l'Instruction publique Zaton-sky, a décidé de licencier plus de 248 personnes appartenant aux différentes institutions du commissariat. (*Visty* du 27-1-34.) En même temps plus de 4.000 instituteurs furent congédiés.

Au mois de décembre dernier le gouvernement soviétique ordonna la clôture de l'Institut scientifique de Khar-kiv, à la tête duquel se trouvait l'académicien Bagaliy, savant et historien éminent. Dans son fameux discours (*Visty* du 24-1-34), Zaton-sky reprochait à cette institution scientifique d'être le centre de la contre-révolution. Il voyait cette contre-révolution dans le fait que les

professeurs s'adonnaient trop à l'anthropologie de la population ukrainienne et à la différence de cette race des autres. En outre Zaton-sky reprochait au professeur Korolivsky, directeur de l'institut par intérim, de faire des conférences politiques sur la « colonisation » de l'Ukraine, en se plaignant des difficultés qu'on rencontrait pour résoudre les questions ukrainiennes dans les institutions moscovites. Le professeur fut relevé de ses fonctions et dut quitter également comme les autres l'académie des Sciences.

L'éditorial de *Visty* du 14-1-34 publie un long article où l'instituteur Berezovsky est proclamé contre-révolutionnaire, nationaliste avéré; des blâmes sévères lui sont adressés et on réclame son exclusion du parti. Berezovsky est attaqué pour avoir protesté énergiquement à une conférence communiste de Zaporojé contre la russification de l'Ukraine. La russification irait, selon Berezovsky, si loin *qu'on ne peut enseigner la langue ukrainienne aux enfants qu'à la maison, car publiquement ils doivent parler le russe.*

D. Boug

.....

## Une nouvelle réforme soviétique

---

Le 17<sup>e</sup> Congrès des Soviets, à Moscou, a bien déterminé une fois de plus le système centraliste du pouvoir communiste. Cette nouvelle réforme est d'ordre administratif.

Les commissariats du contrôle paysano-ouvrier, espèce de contrôle d'Etat, qui jouissaient de toutes les prérogatives d'un ministère indépendant, dorénavant sont abolis et une commission de contrôle unique du parti communiste est constituée. Cette dernière porte déjà la forme d'une institution gouvernementale et ne dépend dans son activité d'aucun commissariat, mais uniquement du Comité Central du parti, c'est-à-dire de Staline lui-même. En plus, cette commission a le droit de contrôler l'activité de tous les commissariats de toutes les républiques de l'Union. En même temps cette commission se voit investie des droits de sanction sans avoir recours aux autres institutions compétentes en matière de sanction.

Or cet organisme nouveau ayant pour but de surveiller l'exécution des décisions prises au dernier congrès des Soviets, ou plutôt de surveiller la réalisation des instructions de Staline données au cours du congrès, pourra « frapper » tous les défaillants dans toutes les branches de la vie soviétique sans obligation de recourir à la procédure de l'instruction ni à la justice soviétique. C'est une espèce de tchéka ouverte et légale.

Cette nouvelle mesure frappera, bien entendu, en premier lieu, les pays dont le rendement, au point de vue soviétique, est insuffisant, c'est-à-dire l'Ukraine les pays du Caucase et le Turkestan, pays occupés et exploités. Au cours du 17<sup>e</sup> congrès on a entendu pas mal des plaintes sur le compte de ces pays.

Or il faut s'attendre à des nouvelles répressions en ces pays, car cette réforme ne vise au juste que les pays subjugués.

**D. B.**

---

## Un décret bien étrange

Les *Izvestia* N° 36 du 6 févr. 1934 publient le texte du décret de Gouvernement de Moscou concernant les faveurs spéciales accordées à la population de la partie Est-Sibérienne ainsi que de la République Bouriato-Mongole.

Nous n'allons pas donner les textes complets, car le décret est assez long, mais nous prendrons l'essentiel.

D'après ce décret, les Soviets des 23 régions transbaïkaliennes et 12 aïmaks des bouriates et des mongols sont exonérés pour une durée de 6 ans pour les kolkhoz et de 3 ans pour les paysans non-collectivisés à partir du 15 février 1934 des impôts obligatoires en blé, pomme de terre, viande, beurre, lait et laine.

D'autre part les Soviets augmentent dans les mêmes régions les appointements de tous les fonctionnaires, médecins, ingénieurs et ouvriers, instituteurs, soldats et officiers, etc. (de 10 à 50 p. 100).

On peut se demander quelles ont été les raisons de ces faveurs accordées spécialement aux régions peuplées par une population mongole, tandis que les autres parties de l'Union Soviétique — comme l'Ukraine, le Caucase et le Turkestan voient leurs obligations envers l'Etat des Soviets augmentées.

Les Soviets expliquent que ces mesures ont été prises dans le but de faciliter les conditions de la production et du travail. Explication bien vague.

La vérité, très mal cachée, d'ailleurs,

se trouve dans le fait que la population, ou plutôt les populations, desdites régions ont manifesté assez ouvertement leur hostilité contre le régime soviétique, et même leurs tendances séparatistes.

D'après la presse non soviétique, on sait que l'avènement au trône de Mandchu-kuo de S. M. l'Empereur Pu-Yi a été accueilli très favorablement, voire avec enthousiasme, par la population de deux Mongolies et par tous les peuples qui habitent justement les régions énumérées dans le décret soviétique du 5 février.

Or c'est là qu'il faut chercher les causes de ces mesures « humanitaires » du Gouvernement des Soviets et c'est de là qu'il faut tirer les conclusions de la politique intérieure des Soviets, qui veulent racheter par ces faveurs les sympathies perdues de la population de Transbaïkalie, des Bouriates et des Mongols.

Mais... on peut se demander à juste titre si de telles mesures auront pour effet d'aboutir aux résultats que les Soviets désirent. Il nous semble que le mouvement antisoviétique et antimoscovite s'est développé dans ces régions à tel point, comme d'ailleurs dans d'autres parties de l'Union, que les mesures de faveur accordées ne l'arrêteront point. Au contraire elles ne serviront qu'à accroître la désagrégation du régime soviétique dans cette partie de l'Asie.

# Revue de la presse

## *Problème mondial*

Sous ce titre, M. N. Jordania, ancien Président de la République de Géorgie, publie dans le « *Brdzolis Khma* » (*Echo de la lutte*) un intéressant article dont nous extrayons les passages essentiels.

« De 1.800 millions d'habitants que compte la terre, 1.100 millions peuplent l'Asie. Cette formidable agglomération s'étend vers l'océan Pacifique et se trouve tout à fait à l'écart du mouvement de la zone atlantique.

En Europe on compte 2.700.000 km. carrés de terres cultivables, 2.400.000 de prairies et 21% de terres inutilisables.

En Asie, les terres de la première catégorie atteignent le chiffre de 6.920.000 kil. carrés, celles de la deuxième — 19.00.000 K<sup>2</sup> et celles de la troisième, les 20%. Tant de peuples et tant de richesses naturelles demeurent donc hors d'atteinte de l'Occident et de ce fait, l'Europe continue à cuire dans son jus. Il est vrai que les Européens se sont jetés, en tant que conquérants, sur cette partie du monde, mais ils ont dû se contenter des côtes maritimes et ils n'ont pu, nulle part, prendre pied dans l'intérieur du pays, au sein de la population.

La « conquête » de l'Asie est impossible par voie de mer. L'Europe à échoué dans cette tentative. C'est seulement par voie de terre qu'on pourrait remuer l'Asie et ouvrir, en la prenant à revers, un accès au cœur même du continent. Le centre

de l'Asie, c'est la clef de l'Asie. Mais là s'est étendue la Russie. Elle barre la route à l'Europe. Elle ferme les voies de transit et au lieu des échanges internationaux elle met en activité des canons et des mitrailleuses. Par l'occupation du Caucase et du Turkestan, la Russie a coupé tout accès vers l'Asie Centrale, elle l'a isolée de l'Europe et l'a condamnée à une situation « gelée ». Les Soviets n'ont pas manqué d'accentuer la politique léguée par le tsarisme.

Devant l'Europe se pose un problème d'une importance primordiale: Il s'agit d'entraîner les peuples de l'Asie dans la sphère des échanges internationaux et partant, de sauver de l'écrasement qui la menace. Mais elle ne le peut, du fait qu'elle est divisée en plusieurs camps, ennemis, prêts à se jeter l'un sur l'autre et à procéder à son propre suicide.

Comme l'Orient et l'Occident n'ont pu se rencontrer nulle part et que l'Europe n'a pas tendu la main à l'Asie réveillée et agitée — éfrayée par surcroît par le communisme russe et la protection que l'Europe lui prodigue — il est clair que quelqu'un devait remplir cette besogne et prendre en main la direction des affaires d'Asie. C'est ce rôle qui a échoué au Japon.

Tout comme les îles septentrionales de l'Atlantique ont jeté les Anglais sur la scène mondiale en qualité de conducteurs de l'Occident, les îles septentrionales du Pacifique viennent de jeter les Japonais sur le continent asiatique pour remuer et mettre en œuvre un milliard d'hommes qui y sont en-

tassés. La création par le Japon du self-gouvernement de Mandchourie et du Jehol ainsi que la course vers la Mongolie sont la démonstration éclatante de l'existence d'une voie droite et réelle, seule susceptible d'œuvrer un accès au cœur de l'Asie. Cette voie passe entre la Chine intérieure et la Sibérie, avec une immense réserve de terres libres à droite et une réserve considérable de population à gauche. Le Japon s'apprête à prendre à revers la Sibérie et l'Asie surpeuplée. La dernière étape de ce mouvement serait le Turkestan d'où il paraît facile de jeter un pont vers l'Europe. Si jamais une rencontre de l'Orient et de l'Occident se produit, elle aura lieu sur cette ligne. Impossible d'avoir un autre point de contact.

Comme on le voit, une grande révolution, se dessine dans cette Asie abandonnée un nouveau regroupement de peuples et de civilisation se font jour. Quel que soit de caractère du mouvement déclenché par le Japon, une chose est claire : la méthode de son expansion a changé. Sa descente sur le continent avait commencé par la conquête de la Corée, l'abolition du gouvernement local et de la dynastie, et l'institution d'un pouvoir d'occupation pur et simple. Maintenant, par contre, il crée un self-gouvernement et même une dynastie locale là où elle n'existait pas auparavant, c'est-à-dire qu'il s'appuie sur un pouvoir national créé **ad hoc** et placé sous sa protection. La méthode coréenne est abandonnée, la méthode anglaise est adoptée.

La pénétration japonaise au cœur de l'Asie provoque la rancune et l'opposition de l'Occident. L'Angleterre lui répond par la fortification de la ligne d'Australie, et la France — par l'occupation d'îles

sauvages sur la même ligne. Dans la même direction les Etats-Unis se créent des points d'observation. Mais tout ce travail manque d'objectif, car le Japon ne pense point s'opposer aux dites puissances, sur cette ligne si éloignée. Il a trouvé tout près de lui une réserve inépuisable de richesses, de terres et de peuples, et il dirige ses efforts de ce côté. Là, pas un de ses rivaux ne saurait lui tenir tête à cause de l'éloignement de ces contrées inaccessibles. Là se trouve un Etat : l'Empire Soviétique, le seul qui puisse jouer un rôle. Pendant une dizaine d'années il a travaillé en Asie pour devenir le chef des peuples d'Asie. Mais il ne sut pas s'y prendre, il n'eut aucune prise sur le cœur des peuples ; il apporta une doctrine politique étrange pour eux ; il essaya de les soviétiser et il échoua lamentablement. Il créa de telles conditions que non seulement les peuples étrangers mais les seins propres toujours en révolte n'aspirent qu'à se libérer de sa domination...

La rencontre de l'Orient et de l'Occident eut lieu plus d'une fois dans le passé. Mais ils se rencontrèrent en ennemis et se séparèrent également en ennemis. Actuellement le même problème se pose sur une échelle mondiale comme moyen indispensable pour la défense de la civilisation européenne. Le rapprochement n'est possible que sur le terrain d'égalité et de collaboration. Le Japon avance d'un côté, l'Europe doit faire un pas de l'autre. La route, la seule qui existe depuis l'antiquité est celle du Caucase et du Turkestan.

\*\*

Le N° 52 du journal *Istiklal* qui vient de paraître publie un article de M. E. Rassoul Zadé, intitulé : « Le feld-maréchal Staline », consacré au 17<sup>e</sup> Congrès du parti communiste-bolchevik, à Moscou.

Après avoir décrit la marche des séances du Congrès, le discours dictatorial de M. Staline, la soumission servile de tout son entourage et le titre de « meilleur d'entre les meilleurs des feld-maréchaux » que lui octroya M. Boukharine, l'auteur fait une analyse du rapport et écrit ce qui suit :

« Après tant d'années sanglantes, comme chef de groupes « idéalistes » qui veulent se justifier du fait que, ayant supprimé l'inégalité entre hommes au prix de millions d'êtres humains exterminés, le « feld-maréchal » monte à la tribune pour déclarer que « les hommes ne peuvent jamais être égaux entre eux, ni par leur nature, ni par leurs besoins. »

Examinant les causes d'une telle déclaration de M. Staline, qui va à l'encontre du principe fondamental du communisme, l'auteur en vient à la conclusion suivante :

« En présence du danger extérieur qui menace l'Union soviétique, le communisme se transforme en ange de la paix et, quant à l'idée, il se prend à des méthodes capitalistes, pour en venir à défendre le statut de Versailles; il change de tactique à l'intérieur, pour les mêmes causes et, soulignant la distance qui le sépare du communisme idéal, il lance le mot d'ordre « aisance et enrichissement ».

Il en sera des pactes conclus par le

Gouvernement soviétique avec ses voisins comme des promesses sociales faites aux masses qui n'ont jamais été sincères et ne le seront jamais non plus.

Plus que tous autres, nous, Caucasiens, sommes les témoins du fait que le gouvernement soviétique foule aux pieds les traités internationaux, signés avec des faibles.

Les zigzags communistes en politique intérieure ne sont pas de ceux qu'on pourrait oublier. Les ressortissants soviétiques qui ont vu la *NEP* et la « collectivisation » savent parfaitement que le Gouvernement qui aujourd'hui lance le mot d'ordre « enrichissez-vous » s'emparera demain de ces mêmes « richesses »...

Parlant du renforcement du centralisme, l'auteur écrit :

« L'évolution du centralisme communiste, on ne peut mieux, personnifié par M. Staline se différencie de l'évolution sociale des Soviets. Le Gouvernement soviétique, pour ce qui est de la vie sociale et économique, fait un pas en avant et un pas en arrière, mais dans le même temps, le régime soviétique se développe, dans le domaine politique, dans une seule et même direction; ses aspirations ont toujours tendu à substituer le centralisme du parti communiste au fédéralisme soviétique. »

Attirant l'attention en ce qui concerne cette question sur les décisions du 17<sup>e</sup> Congrès en vertu desquelles toutes les fonctions du pouvoir de l'Etat passent officiellement de nos jours au comité central du parti communiste, l'auteur met cette évolution en connexion avec ce même danger intérieur et extérieur qui menace le régime soviétique et il termine ainsi son article :

« Nous savons que le fédéralisme soviétique se trouve en lutte constante avec le centralisme communiste. Le premier apparaît comme un moyen de résistance nationale dans les mains des communistes non-russes; le deuxième, c'est-à-dire le centralisme communiste, apparaît comme un moyen de pression impérialiste dans les mains des communistes russes.

En vertu de la dernière décision du congrès le fédéralisme sera dorénavant sous l'entière dépendance du centralisme; il se trouve dès maintenant sous le contrôle immédiat du centre. »

L'auteur n'en démontre pas moins que, malgré les succès extérieurs obtenus et en dépit des tromperies de M. Staline, les événements se développent contrairement au système du stalinisme.

**La Géorgie Indépendante (Damoukidebeli Sakartvelo)** relève le passage qu'on va lire du discours prononcé au congrès du parti communiste de Géorgie par M. Beria, vice-dictateur prolétarien du Caucase :

« La culture — nationale dans sa forme mais socialiste dans son fond — des Républiques S. S. de Transcaucasie exige impérieusement de resserrer les liens qui les unissent avec la culture prolétarienne russe. Dans ce but il est nécessaire de renforcer l'étude par nos ouvriers et paysans de la langue russe en tant que langue de magnifiques réalisations dans les domaines politique, scientifique, technique, artistique et littéraire. Actuellement, l'étude de la langue russe dans nos

écoles n'est pas organisée d'une manière satisfaisante. Pas besoin de citer ici des faits à l'appui de cette assertion. Notons seulement que ceux qui ont fini les cours de nos écoles supérieures montrent une connaissance très faible de la langue russe, ce qui influe fâcheusement sur leur travail. Le comité central du parti communiste géorgien, saisi de cette question, prit l'année dernière une résolution relative à l'amélioration et au renforcement de l'enseignement de la langue russe dans les écoles primaires, secondaires et supérieures ainsi qu'à l'édition des dictionnaires russo-géorgien et géorgien-russe.

Il est évident que les éléments nationalistes s'efforceront de contrecarrer la mise en œuvre de ces importantes décisions. Nos ennemis disent déjà que ces décisions du comité central signifient une politique de russification, etc. Nous combattons ces rumeurs et cette menée des éléments nationalistes. Nous arracherons impitoyablement le masque à ces messieurs qui, sous prétexte de défendre la culture géorgienne, luttent en réalité contre la culture nationale dans sa forme et socialiste dans son fond, contre l'éducation internationaliste des ouvriers et l'union politique et morale des peuples des Républiques socialistes soviétiques. Les bolcheviks géorgiens, dont les actes héroïques sont inscrits dans l'histoire de la lutte contre le chauvinisme et l'uklonisme (déviation), vont déployer toujours plus haut le drapeau de Lénine et de Staline, drapeau de l'internationalisme intégral. »

Bravo! bravo, M. Beria!

# Chronique

## La vie des Ukrainiens au Mandchou-kuo

L'association des émigrés ukrainiens résidant au Mandchou-kuo s'est complètement réorganisée et a commencé à fonctionner, elle se donne comme but la propagation du mouvement national et l'aide à ses membres. Son siège social se trouve à la maison nationale ukrainienne de Kharbine. Le *Mandchourski Vistnyk* paraîtra prochainement deux fois par mois. Une école de dimanche est fondée pour les enfants.

Des fugitifs arrivent en masse de Zeleny Klyn où les Ukrainiens sont persécutés par le Guépéou. Ils signalent d'imposants préparatifs militaires des bolchéviks : des fortifications sont érigées sur toutes les frontières, des batteries antiaériennes sont préparées, de nouveaux aérodromes sont en voie de construction.

## La troisième conférence du Haut Conseil des Emigrés ukrainiens

Le 14 février s'est ouverte, à Prague, la 3<sup>e</sup> conférence du Haut Conseil. De nombreux délégués assistaient aux travaux de la conférence qui devait résoudre d'importantes questions concernant le mouvement national et la vie de l'émigration ukrainienne.

Le Bureau a été ainsi constitué : M. Choulguine, président; MM. Slavinsky et Choumitzky, vice-présidents; général Udowiczenko, trésorier; Kossenko, secré-

taire général; MM. Kovalsky, Trepke et Mme Mirna, membres du bureau.

## Exposition d'art ukrainien à Vorsovie

Au mois de février, à Varsovie, a eu lieu une exposition d'art ukrainien. Le vernissage a eu lieu le 16 février, en présence du sous-secrétaire d'Etat, M. Zaglowicz, qui a fait une courte allocution. L'exposition comprend beaucoup d'œuvres d'artistes ukrainiens, et parmi eux : T. Chevchenko, Pierre Kholodny, Novakivsky, Koultschicka, etc.

## Bibliographie

— Un livre sur l'Ukraine vient de paraître en chinois, à Shanghai. Il a 250 pages et donne des informations détaillées sur l'Ukraine et son histoire.

— 00 —

## En Azerbaïdjan

Le correspondant d'Astara annonce la « Guépéou-sation » des organes du gouvernement d'Azerbaïdjan. A la tête du parti communiste d'Azerbaïdjan a été nommé l'ancien chef du Guépéou azerbaïdjanien, comme président du Conseil des commissaires, M. Hussein Rahmanov, et comme commissaire à l'Instruction publique, un ancien tchékiste nommé Hassan Rahmanov. A la tête du commissariat de l'Agriculture se trouve, depuis l'année dernière, le tchékiste bien connu Vezirov.

Il faut rechercher la cause de ces

nominations dans la croissance continue de la résistance dans ces domaines tout particulièrement. Les intellectuels azerbaïdjaniens, les instituteurs, les étudiants se dressent contre les mesures russificatrices du pouvoir soviétique; le paysannat mène une lutte tantôt active, tantôt passive contre la collectivisation, le stockage des céréales, etc., et quant aux milieux inférieurs du parti communiste ils s'efforcent ouvertement de détruire le parti; on les voit même fraterniser avec les paysans et les nationalistes.

C'est ce qui explique que dans ces domaines, il faut agir, selon les principes tchékistes.

#### Les Russes s'arment

Le *Bakinski Rabotchi* du 17 janvier dernier signale que le nombre de membres de l'Association « Assoaviakhim » de Bakou atteint 100.000 hommes. L'an dernier, cette association a donné une instruction militaire à 134.000 ouvriers et employés; des cours de maniement des armes : mitrailleuses, canons, tanks, etc., leur ont été faits. Et le journal ajoute qu'en 1934 l'enseignement massif de caractère militaire englobera 50.090 ouvriers.

#### Cheptel et Sovkhoz

Le journal *Yeni Kent* de langue turke du 24-11-33, paraissant à Tiflis, signale qu'en 1933 la Transcaucasie comptait 19 sovkhos à lait et à viande, 7 sovkhos de cochons, 5 de moutons. Ces sovkhos comptaient 21.636 têtes de gros bétail à cornes, 78.570 moutons et 13.759 cochons.

Cette même année 1933, les trois républiques de Transcaucasie comptaient 85 sovkhos, parmi lesquelles 29 s'occupaient d'élevage; les animaux de ces 29 sovkhos se répartissaient ainsi : chevaux, 2.477; gros bétail à cornes, 5.069; moutons, 135.708; cochons, 1.368.

L'on comptait en outre : 916 fermes laitières avec 116.613 têtes de gros bétail; 614 fermes-laitières avec 40470 moutons et 49.029 cochons.

#### Kolkhoz

L'Azerbaïdjan compte 3.788 kolkhoz englobant 200.000 exploitations paysannes, ce qui constitue les 50 p. 100 des exploitations rurales.

En 1933 les kolkhoz ont semé 252.000 hectares de terre, ce qui constitue les 55,4 p. 100 des ensemencements.

Les kolkhoz possèdent 175.000 têtes de bétail; dans ce nombre l'on compte 40.000 chevaux. En outre, l'on compte des kolkhoz de viande, de lait, de laine, possédant un ensemble de 18.420 vaches, 151.000 moutons, 22.300 cochons.

L'Azerbaïdjan compte 39 stations de machines et tracteurs avec 1.160 tracteurs.

En dehors des tracteurs dont disposent ces stations l'on en compte encore 900 qui sont en plein fonctionnement.

#### Naphte

Le *Bakinski Rabotchi* du 17-12-33 informe qu'au cours de l'année 1933 il a été extrait 15.284.371 tonnes de naphte aux puits de pétrole de Bakou. Le gouvernement soviétique pense en extraire 22 millions en 1934.

### Création de cinq nouvelles villes dans la presqu'île d'Apchéron

Au cours des débats sur le rapport de M. Molotov, au plenum du Comité central exécutif de l'Union, M. Moussabékov a fait la déclaration suivante :

« Une nouvelle ville socialiste de 100.000 habitants sera créée au nord-ouest de la presqu'île d'Apchéron. Cette ville deviendra un centre métallurgique et de raffinerie de naphte.

Près de Bilgué, au nord de ladite presqu'île, sera créée une autre ville de 35.000 habitants.

Le village de Mardakan sera transformé en ville, avec une population de 15.000 habitants.

En face l'île d'Artem (anciennement Pir Allahi) sera construite une ville pour une population de 30.000 hab.

Au sud de ladite presqu'île d'Apchéron, près du village de Guefsan, s'élèvera une cinquième ville qui deviendra un centre de raffinerie de naphte.

Dans l'espace de dix ou douze années, la population de la presqu'île d'Apchéron aura doublé. »

La Gérante : **A. Laizé.**

**EN VENTE:**

## Difficultés Socialistes

NOÉ JORDANIA.

Maison Coopérative du Livre

229 Pages  
Prix : 8 fr.

6bis, rue de l'Abbaye  
PARIS (6°)

საქართველოს  
საბჭოთაო მემკვიდრეობის  
სამსახური

VIENT DE  
PARAITRE

LE PROBLÈME  

---

DU CAUCASE

par MIR YACOUB  
Docteur en droit

ETUDE HISTORIQUE ET POLITIQUE  
DU MOUVEMENT NATIONAL  
DES PEUPLES DU CAUCASE

**Prix: 20 francs**

EN VENTE:

à la LIBRAIRIE G. P. MAISONNEUVE, 3, rue du Sabot à Paris  
et chez l'auteur

161-bis, rue de la Convention à Paris

E5114E  
1934



TYPOGRAPHIE  
FRANCO-CAUCASIENNE  
50, FAUBOURG DU TEMPLE  
PARIS XI.